



Wallerand de Saint Just

Président du groupe FN-IDFBleuMarine au conseil régional d'Île de France

Madame Valérie Pécresse

Présidente du conseil régional d'Île de France

Paris, le 6.1.2016

Madame la Présidente,

Il est avéré qu'au lycée l'Essouriau dans la commune des Ulis en Essonne est peinte une fresque au sein même de l'établissement (Bâtiment B), sur laquelle figurent les paroles d'une chanson intitulée « Bleu Blanc Rouge » du groupe de rap Ragassonic : **« Je me sers de mon micro comme je me servirai d'un Uzi pour éliminer le FN, Le Pen »** (sic).

Les paroles de cette chanson, d'une violence inouïe à l'égard du Front National et de ses dirigeants, constituent clairement une incitation à la violence et au meurtre. Il est intolérable que ces paroles puissent apparaître sur une « fresque » peinte dans les locaux d'un établissement de l'Éducation nationale.

Par ailleurs, cette ignominie, au-delà de constituer un délit au sens de l'article 222-17 du code pénal : *« La menace de commettre un crime ou un délit contre les personnes dont la tentative est punissable est punie de six mois d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amende lorsqu'elle est, soit réitérée, soit matérialisée par un écrit, une image ou tout autre objet »*, (menace à prendre très au sérieux en ces temps de danger extrême d'attentats terroristes) est également en totale contradiction avec les grands principes qui sont le fondement même du système éducatif français. Parmi ces grands principes figure notamment la neutralité philosophique et politique qui s'impose aux enseignants et aux élèves.

Au regard des éléments figurant ci-dessus, cette fresque et les paroles qui l'accompagnent, n'ont pas leur place dans un établissement public de l'Éducation nationale et doivent être immédiatement effacés.

Dans ces conditions, nous nous adressons à la présidente de la collectivité territoriale qui exerce la tutelle des lycées en Île de France pour que vous exigiez des responsables de cet établissement l'enlèvement de cette abjection.

Bien entendu, nous faisons la même démarche auprès du ministre et du recteur. Les auteurs et ceux qui ont permis cela (l'encadrement du lycée) doivent être punis. Enfin, nous déposons plainte auprès du Procureur.

Nous sommes dans l'attente de votre réponse. Nous vous prions d'accepter, Madame la Présidente, l'expression de nos sentiments distingués.

Audrey Guibert,
Secrétaire départementale du FN 91,
Conseillère régionale d'Île-de-France

W. de SAINT JUST
Président du groupe FN-BleuMarine au Conseil régional